



Intervention FO – 1^{er} mai 2023

Chers camarades,

La puissance de notre mobilisation depuis le 19 janvier pour le retrait de la réforme des retraites, l'unité syndicale que nous exprimons à nouveau aujourd'hui font de ce 1^{er} mai un moment historique.

Rappelons-le une fois pour toutes : le 1^{er} mai n'est pas la Fête du travail, instaurée en son temps par Pétain, qui voulait éradiquer les organisations syndicales au nom de la « *concorde sociale* ».

Cela est particulièrement vrai à l'heure où, face à l'inflation et aux profits records des grandes entreprises, nous opposons nos revendications salariales ; à l'heure où, face au gouvernement qui pille les budgets publics et sociaux pour alimenter une économie de guerre dont nous ne voulons pas, nous défendons nos services publics et notre Sécurité sociale.

Le 1^{er} mai, journée internationale des travailleurs et des revendications, trouve son origine dès 1886 dans le combat contre l'exploitation capitaliste, pour la journée de travail de 8 heures – comme nous refusons aujourd'hui de nous faire voler deux ans de nos vies au profit du capital et de la finance.

Chers camarades,

Où qu'il aille, Emmanuel Macron est accueilli par des casseroles. Ses ministres sont hués, chahutés, conspués et – pour finir – confinés, contraints d'annuler leurs visites, comme récemment dans le département. Ils aimeraient pourtant que la mobilisation sur les retraites soit derrière eux !

Au lieu de retirer sa loi, Macron n'hésite pas à réprimer, à gazer et à blesser, voire estropier des manifestants, comme lundi dernier à Nantes. Des rassemblements syndicaux avec tractages sont interdits. Des casseroles sont confisquées.

Les attaques contre nos libertés démocratiques sont le pendant nécessaire de la politique du chaos que mène Emmanuel Macron. Nous ne l'acceptons pas et réaffirmons ici notre soutien à la Ligue des Droits de l'Homme et à la Libre Pensée, organisations démocratiques aux côtés desquelles nous avons combattu notamment les lois Sécurité globale et Séparatisme.

Chers camarades,

Comment est-il possible, qu'après avoir refusé de recevoir les organisations syndicales, Emmanuel Macron prétende désormais vouloir engager un « dialogue social » pour imposer notamment une nouvelle « loi travail » ?

Minoritaire et illégitime, Macron utilise les institutions de la Vème République, conçues dès le départ pour permettre à une minorité d'imposer sa loi contre l'immense majorité.

Pas plus que nous n'avions d'illusions sur le Conseil constitutionnel, nous ne nourrissons aucun espoir à l'encontre du référendum d'initiative partagée (RIP), qui est une véritable course d'obstacles de quinze mois sans aucune chance d'aboutir, ni aucun effet suspensif sur la loi – et qui ne porte ici que sur l'âge légal de départ à la retraite, excluant de fait la durée de cotisation et le maintien des régimes spéciaux.

Alors que faire ? Les millions de travailleurs, de jeunes et de retraités que nous sommes, l'unité syndicale que nous réaffirmons aujourd'hui sont notre force. Réunissons-nous partout, sur nos lieux de travail, pour discuter de la poursuite de la mobilisation, en particulier de la grève.

Car seule la grève, en bloquant l'outil de production et les services, permet d'instaurer le rapport de force pour gagner :

- **non** au report de l'âge légal de départ à la retraite et à l'augmentation de la durée de cotisation ;
- **oui** au maintien des régimes spéciaux,
- **abrogation** de la réforme des retraites !